

ment d'une marotte, je voudrais signaler aux honorables sénateurs certaines observations faites dernièrement, le 18 mai, par une personne bien respectée ici, M. John Meyer, ancien rédacteur financier à la *Gazette* de Montréal. Il parle des propositions américaines—pas seulement celles du programme DISC—mais des exposés supplémentaires publiés le 10 avril. A propos du gouvernement américain, il déclare:

L'Administration a fait clairement comprendre qu'elle ne tolérerait plus les stimulants fiscaux offerts par les pays étrangers en vue d'encourager les placements...

Puis il explique que le programme DISC avait pour but de contrebalancer certaines concessions fiscales et assurer des dégrèvements d'impôt à l'égard des placements, l'amortissement révisé et ainsi de suite. Et il ajoute:

Mais maintenant que le gouvernement américain a présenté sa trique fiscale complémentaire, les escarmouches initiales suscitées par les avantages fiscaux concurrentiels prennent des allures de guerre mondiale. La tournure des événements soulève la question suivante: le Canada devrait-il unir sa destinée à celle des Européens et des autres qui protesteront vigoureusement contre l'attitude du gouvernement américain ou devrait-il poursuivre activement une campagne d'exemptions bilatérales pour son propre compte?

Voilà le spectre, à mon avis, spectre réel, d'une guerre prolongée à coups d'assommoirs entre le Canada et les États-Unis, autour de notre propre marché national et de notre position sur le marché américain qui, il va sans dire, est à bien des égards aussi important que notre propre marché national.

Il faut donc se demander si la présente mesure suffit, si elle ne représente qu'une autre bride de solution au problème, ou encore si elle est tellement inspirée et contrôlée par des considérations d'ordre politique qu'elle n'atteindra pas, et de loin, ses objectifs importants. Voilà à mon avis les questions qu'il faut se poser et que, j'en suis sûr, se posent ceux qui ont parrainé le bill. Je dis cela, honorables sénateurs, parce que depuis déjà longtemps on nous accuse de résoudre les problèmes par bribes. Dian Cohen, reconnue comme faisant autorité dans bien des secteurs de notre économie, écrit ceci dans le *Daily Star* de Toronto:

Nous avons établi au Canada un record presque parfait pour ce qui est de prendre, en matière de politique économique, des décisions fragmentaires, opportunistes et folles.

Cela remonte, soit dit en passant, au 4 juin 1973.

Elle signale que «le Canada est l'un des pays du monde où le coût de production est le plus élevé», et que nous ne pouvons nous permettre d'affronter nos amis américains dans une longue guerre menée à coups d'assommoir.

On pourrait considérer cette aventure politique comme l'aberration d'un gouvernement faible et démoralisé si cette attitude n'était pas typique de la planification économique myope que nous supportons au Canada depuis 25 ans.

Les honorables sénateurs d'en face seront heureux d'apprendre que M^{lle} Cohen n'applique pas l'expression «aber-

[L'honorable M. Grosart.]

ration d'un gouvernement faible et démoralisé» uniquement au gouvernement actuel. Elle poursuit:

Alors que l'on a de plus en plus besoin d'une planification économique cohérente à long terme, nos gouvernements continuent à n'appliquer que des expédients politiques à court terme.

J'arrive finalement à quelques contradictions et je signale sous ce rapport l'accent mis par les ministres et les autres sur l'urgence de ce bill. Il y a 14 mois, nous avions le budget de mai dans lequel on a présenté pour la première fois ce bill, et les représentants du gouvernement n'ont cessé de nous répéter qu'il était urgent. Ils nous ont dit que l'économie avait besoin de stimulants. Il a pourtant fallu 14 mois pour qu'on nous le remette. Je ne parlerai pas des raisons de ce retard, je me contenterai de dire qu'il est intolérable. Entre-temps, l'économie a été relancée et on se demande maintenant si cette mesure ne vient pas trop tard. Elle aurait été opportune il y a 14 mois, mais on se demande vraiment si c'est le moment de la présenter.

Nous connaissons le contexte politique de cette situation mais on ne félicitera certainement pas le gouvernement pour n'avoir pas pu trouver des moyens de nous présenter cette mesure plus tôt.

Deuxièmement, honorables sénateurs, il me semble que nous devons examiner plus souvent notre situation intérieure et veiller à y mettre de l'ordre. On parle sans cesse d'engagements commerciaux multilatéraux et de libéralisation du commerce dans le monde entier. Mais nous n'en sommes pas là. Dans *The Economist*, qui n'a pas toujours raison mais qui est une des revues financières les plus célèbres du monde, on disait le 30 juin:

Au début de ce mois, le Canada a interdit l'exportation de tout pétrole raffiné et mazout de chauffage aux États-Unis, sauf sous licence spéciale. Cette interdiction ne sera pas levée avant que le Canada n'agrandisse ses raffineries.

Le Canada n'est pas seulement avare de son énergie, mais il n'est manifestement pas parvenu à se maintenir au niveau des autres nations industrielles en alignant ses tarifs sur ceux des négociations Kennedy. Il se réfugie maintenant derrière l'une des barrières douanières les plus importantes du monde industriel.

Voilà le Canada, honorables sénateurs, qui parle constamment de son engagement en matière de commerce multilatéral.

L'article se poursuit en ces termes:

Le grand problème est d'amener le Canada à écarter certaines de ses barrières non douanières.

Donc, tant du point de vue tarifaire que non tarifaire, nous comptons parmi les délinquants du monde. Je ne dis pas qu'il n'existe aucune bonne raison de conserver certaines de ces barrières, mais je crois que nous devons admettre qu'il nous faut mettre un peu d'ordre chez nous—des mesures législatives nous seront peut-être proposées en ce sens.

L'intérêt manifesté par le gouvernement pour les investissements de capitaux m'a impressionné car le ministre a déclaré qu'un des principaux aspects du bill était, et je vais citer ses propres paroles:

... plus particulièrement, qu'il pourrait éventuellement s'ensuivre qu'une importante partie des nouvelles immobilisations et des nouveaux emplois annexes se fassent aux États-Unis plutôt que chez nous.